

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule Carrières, Mines, Après Mines

Albi, le 28/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL GRANITARN CARRIERES**

Lieu-dit Croix du Verdier  
81100 BURLATS

Références : CCMAM-2022-1

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2022 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Lieu-dit Croix du Verdier 81100 BURLATS. L'inspection a été annoncée le 19/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. La précédente inspection a eu lieu le 23 juin 2015.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Lieu-dit Croix du Verdier 81100 BURLATS
- Code AIOT dans GUN : 0006804305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette carrière de granite, autorisée depuis le 17 janvier 2005, vient d'être reprise par la SARL GRANITARN Carrières depuis le 2 avril 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- identification de l'exploitation,
- délimitation du périmètre autorisé,
- signalisation du danger,
- registres et plans : plan d'exploitation,
- sécurité du public : accès au site,

- rejets aqueux : mesures annuelles,
- cotes minimales atteintes par l'extraction,
- phasage de l'exploitation,
- bande de réserve de 10 m des limites du périmètre de l'autorisation,
- stockage de liquides susceptibles de créer une pollution,
- gestion des déchets inertes : plan de gestion.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Délimitation du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article AP 2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Signalisation du danger	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article AP 5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rejeux aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article DP 1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Phasage de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article CE 7	/	Mise en demeure, respect de prescription
Stockage liquide potentiellement polluant	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article PN 4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Mise en demeure, dépôt de dossier

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Affichage identité et référence de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article AP 1	/	Sans objet
Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article DG 7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article DG 9	/	Sans objet
Extraction	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article CE 6	/	Sans objet
Limites à respecter	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article CE 9	/	Sans objet
Plan de Gestion des Déchets (PGD)- Existence	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection nécessiteront pour certains, et après traitement, une deuxième visite du site.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Affichage identité et référence de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article AP 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identité exploitant et référence de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier des pancartes indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation. L'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Le panneau en place ne mentionne pas l'identité de l'actuel exploitant ni la bonne référence de l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Délimitation du périmètre autorisé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article AP 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Délimitation périmètre de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation.
<b>Constats :</b> La délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation est incomplète.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Signalisation du danger**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article AP 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalisation du danger
<b>Prescription contrôlée :</b> Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG 11 du titre "Dispositions Générales" du présent arrêté.
<b>Constats :</b> la signalisation du danger est à compléter
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Registres et plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article DG 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registres et plans
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/ 1000e ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci ; les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ; les cotes NGF des différents points significatifs ; les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ; la position des ouvrages à préserver.
<b>Constats :</b> L'exploitant a remis en séance un plan d'exploitation établi en mai 2021. Ce plan est incomplet et ne représente qu'une partie du périmètre de l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Sécurité du public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article DG 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b> Les accès du site d'exploitation doivent être fermés en dehors des heures d'activité.
<b>Constats :</b> Les accès sont fermés par des chaînes cadenassées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article DP 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure qualité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise annuellement en période pluvieuse une mesure la qualité de ses rejets portant sur les paramètres MES, hydrocarbures et pH. Les rapports d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé les analyses des rejets aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article CE 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cotes des travaux d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction portera sur une partie du gisement existant, soit une épaisseur moyenne de 15 mètres et une cote minimale en fond d'excavation de 580 m NGF pour la zone d'extraction Ouest et de 445 m NGF pour la zone d'extraction Est.
<b>Constats :</b> Les fonds d'excavation respectent les cotes minimales autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Phasage de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article CE 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Phasage de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté, la remise en état est réalisée en fin d'exploitation.
<b>Constats :</b> Le phasage de l'exploitation n'est pas conforme à celui prescrit par l'arrêté d'autorisation.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra présenter un porter à connaissance afin de redéfinir les modalités du phasage de l'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Limites à respecter**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article CE 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bande des 10 m
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée.
<b>Constats :</b> Les limites des travaux d'extraction sont distantes d'au moins 10 m du périmètre de l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Stockage liquide potentiellement polluant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article PN 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage liquide potentiellement polluant
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
<b>Constats :</b> Les fûts d'huile sont sur bacs de rétention. Une cuve de gas-oil modèle CEMO DT Mobil Easy de 440 litres est présente sur le site. Cette cuve est homologuée pour le transport d'hydrocarbures, mais pas pour le stockage sur site puisqu'elle ne possède pas de double paroi.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2021, Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.  Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi le 15 février 2022 un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2021, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> La nature et la quantité des déchets stockés sur site est cohérente avec le PGD
<b>Constats :</b> Seul des déchets de granite ont été observés et leur quantité semble conforme au plan de gestion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2021, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le lieu d’implantation de l’installation de gestion des déchets correspond à celui indiqué dans le PGD
<b>Constats :</b> Les stériles de granite sont déversés à un endroit qui est visé dans le plan de gestion en date du 15/02/2022. Cependant, cet endroit réceptionnant les stériles, se trouve en dehors du périmètre autorisé de la carrière, au Sud-Est de ce dernier, et sans aucune autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra réviser son plan de gestion des déchets afin qu'il vise une zone de dépôt réglementairement autorisée. La zone utilisée actuellement devra faire l'objet d'une régularisation ou cesser son activité et être remise en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier